

## Une reprise et des soldes en demi-teinte pour les commerçants

Si les ventes ont explosé mi-mai lors de la réouverture des magasins, la croissance s'est tassée en juin, malgré les soldes. Au final, le premier semestre a vu les chiffres d'affaires plonger de 20 % par rapport à 2019. Et à l'avenir, les professionnels doivent affronter la nouvelle donne écologique et sociale : restriction des circulations et télétravail.



Le bilan des premiers jours des soldes est décevant. (Come SITTLER/REA)

Par **Philippe Bertrand** Publié le 8 juillet 2021

La sortie du confinement et la réouverture des boutiques ne garantissent pas l'avenir des commerçants dits « non essentiels ». Ils attendent d'ailleurs encore du gouvernement un plan de relance. L'activité a certes explosé du 19 au 31 mai, lors du redémarrage, avec un bond de plus de 50 % par rapport à la même période de 2019, référence de l'avant Covid, selon le baromètre Retail Int. de l'Alliance du commerce qui regroupe 760 enseignes d'habillement et de chaussures, dont les grands magasins. « C'est l'effet du rattrapage », commente Yohann Petiot, le directeur général. Les enfants ont grandi, les pantalons des grands se sont usés.

## **Le feu d'artifice a fait long feu**

Mais le soufflé des ventes est retombé en juin, avec une baisse des chiffres d'affaires de 1,3 %, toujours comparé à 2019. Le premier bilan des soldes, qui ont démarré le 30 juin, est « décevant ». Il faut dire que partout les promotions ont fleuri bien avant. La fédération Procos, qui regroupe 260 chaînes présentes dans les centres-villes et les centres commerciaux, a confirmé mercredi que le feu d'artifice avait fait long feu. Elle note une progression des ventes du commerce spécialisé de 39 % du 19 au 31 mai par rapport à 2019, mais de 6,6 % en moyenne en juin. Seule consolation : le rebond a été plus fort lors de la réouverture de cette année que lors de la fin des confinements de 2020.

Un chiffre donne la mesure des conséquences de 83 jours de fermetures : pour l'ensemble du premier semestre le chiffre d'affaires des points de vente est inférieur de 18,5 % à celui des six premiers mois de 2019, avec des plongeurs de 45 % pour la chaussure et de 22 % pour le prêt à porter. Même avec les ventes Web qui se sont développées la baisse est de 15 %. Les optimistes diront que la casse est limitée, les pessimistes rappelleront que 2019 n'était pas une année si bonne que cela. Avant le Covid, les « gilets jaunes » et les grèves contre la réforme des retraites avaient éloigné les clients.

Les membres de Procos s'inquiètent pour les centres des métropoles, et notamment Paris. La crise du Covid n'est pas encore éteinte, qu'il va falloir affronter les conséquences sur les flux de clients des restrictions de circulation et du télétravail. La zone de trafic limité du centre de la capitale comme les zones de faibles émissions qui se dessinent dans les grandes villes modifient la géographie du commerce. Un million de personnes entraînent jusqu'à présent tous les jours dans Paris, en provenance de la banlieue et de la Province. Combien seront-ils demain ?

### **« Effet beignet »**

L'institut IRI estime que les flux de population ont chuté de 33 % en 2020 dans la ville. Le commerce parisien est en souffrance. Emmanuel Le Roch, le délégué général de Procos, évoque « l'effet beignet » : le coeur se vide et le pourtour enfle. Dans la région parisienne, les études montrent que les commerçants des petite et grande couronnes ont bénéficié du télétravail. Les dirigeants des enseignes se tournent vers les gares du Grand Paris et les nouveaux quartiers. « Il faut s'installer où sont les grues », résume un professionnel.

En attendant, l'économie des commerces est bouleversée. « Il n'y a pas de faillites en cascade en vue, note Emmanuel Le Roch, mais les enseignes ferment les magasins qui perdent de l'argent ». Les commerçants appellent à une baisse des loyers de leurs locaux, voire à une indexation sur l'évolution de leur chiffre d'affaires. Pour l'heure, les aides de l'Etat, même partiels, même pas encore versées, ont signé un armistice entre les tenants et les bailleurs. Mais le niveau des loyers reste la clé de la porte de sortie de crise des commerçants.